

# AMNESTY INTERNATIONAL

## DÉCLARATION PUBLIQUE

Index AI : ASA 20/024/2012  
2 juillet 2012

### **Inde. Il faut mener une enquête impartiale et exhaustive sur les homicides commis par les forces de sécurité au Chhattisgarh**

Les autorités indiennes doivent mener dans les meilleurs délais une enquête impartiale et exhaustive sur l'homicide de 20 personnes, pour la plupart des *adivasis* (aborigènes), tuées dans la nuit du 28 juin par les forces paramilitaires dans l'État du Chhattisgarh, dans le centre de l'Inde, a déclaré Amnesty International.

Deux enquêtes, confiées à un auxiliaire de justice local et à l'organisation paramilitaire des Forces centrales de réserve de la police (CRPF), ont été ordonnées sur les tirs effectués par les paramilitaires tard dans la nuit dans le village de Kotteguda, dans la région de Bastar, au Chhattisgarh. Cette région est en partie contrôlée par un groupe maoïste interdit qui mène depuis sept ans une insurrection armée.

Plusieurs journalistes qui se sont rendus dans le village de manière indépendante entre le 29 juin et le 1<sup>er</sup> juillet ont contredit la version des autorités, selon lesquelles 20 insurgés maoïstes ont été tués lors d'une opération conjointe des CRPF et de la police d'État. D'après les journalistes, la majorité des victimes, dont 17 hommes, deux adolescents et une fillette, étaient des villageois *adivasis*, tandis que les autres étaient soit des Maoïstes, soit des membres d'une « milice populaire » armée et contrôlée par les Maoïstes qui ont tiré sur les forces de sécurité.

Un groupe de 11 membres du Parti du Congrès, parti d'opposition, a corroboré ces éléments, tout en ajoutant que l'opération avait été lancée sur la base d'informations erronées des services de renseignements concernant la présence de nombreux Maoïstes dans la région et que certains de ces homicides constituaient des exécutions extrajudiciaires ou des homicides illégaux de villageois *adivasis*. À la suite de quoi, les CRPF ont justifié leur opération nocturne en arguant qu'il était difficile de savoir qui leur tirait dessus dans l'obscurité.

Les professionnels des médias qui se sont rendus sur place ont vu des marques de couteau et de hache sur certains cadavres pour lesquels les rites funèbres n'avaient pas encore été accomplis ; ils ont affirmé que quatre filles mineures auraient été molestées par des membres des CRPF après l'opération. Six agents des CRPF et deux adolescents blessés durant l'attaque ont été soignés à l'hôpital dans des villes voisines.

Si certains villageois ont raconté aux journalistes qu'ils s'étaient rassemblés pour célébrer le début de la saison annuelle des semailles, quelques autres ont expliqué que les Maoïstes se servaient de ces rassemblements pour régler des conflits fonciers locaux. Selon un dirigeant maoïste local, au moins 15 villageois avaient besoin d'être soignés pour des blessures par balles, mais ne pouvaient pas sortir par peur des attaques des CRPF, qui avaient incarcéré des dizaines de jeunes pour les interroger.

Les autorités doivent faire en sorte de mener dans les meilleurs délais une enquête approfondie, impartiale et indépendante sur les homicides et les allégations d'agressions des jeunes filles, et

doivent engager des poursuites contre toute personne responsable de ces atteintes aux droits humains.

Amnesty International rappelle aux autorités indiennes qu'elles sont tenues de protéger le droit à la vie conformément aux obligations qui incombent à l'Inde au titre du droit international, notamment du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), auquel elle est partie, mais aussi des Principes de base sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois et du Code de conduite pour les responsables de l'application des lois. Aux termes de ces normes, dans le cadre des opérations de maintien de l'ordre, la force meurtrière ne doit être employée intentionnellement que lorsque cela est strictement indispensable afin de protéger une vie.

Par ailleurs, les autorités doivent dispenser rapidement des soins médicaux à tous les blessés et accorder pleine et entière réparation à toutes les personnes pour lesquelles il est établi que leurs droits fondamentaux ont été bafoués, ainsi qu'à leurs familles.

Depuis sept ans, on assiste à une escalade de la violence dans l'État du Chhattisgarh entre les forces paramilitaires et les Maoïstes interdits, qui assurent combattre au nom des *adivasis* et contre l'ordre politique établi. Dans cet État du centre de l'Inde, au moins 800 personnes ont été tuées et quelque 30 000 *adivasis* sont toujours déplacés de leur village.

FIN